

COVID-19 AU RWANDA

*Impacts économiques et propositions d'actions immédiates
et post-coronavirus*

Avril 2020

Table des matières

I. Introduction	3
II. Contexte	4
III. Impacts potentiels de COVID-19 sur l'économie du Rwanda	6
<i>Le système sanitaire</i>	6
<i>Les Secteurs les plus touchés de l'économie rwandaise</i>	7
<i>Dette publique</i>	10
<i>Effets du confinement</i>	12
IV. Actions immédiates pour répondre à COVID-19	14
V. Actions proposées pendant la période post-pandémie	19
VI. La crise du COVID-19 est une leçon pour le gouvernement du Rwanda	21
<i>Retard dans les projets d'infrastructure</i>	21
<i>Gestion de fonds publics</i>	22
<i>Investissement des ressources publics</i>	23
<i>Caractéristiques de la répartition de la main-d'œuvre au Rwanda</i>	24
<i>Sources de financement</i>	25
<i>La gouvernance</i>	26
Annexe	27
À propos de l'auteur	28

Auteur

Mme Victoire Ingabire Umehoza

*Candidat au Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit (2012),
Récipiendaire du prix international des droits de l'homme Padhe (2019)
Président de Développement et Liberté pour tous (DALFA-Umurinzi)
www.dalfa.org*

I. Introduction

La pandémie de coronavirus, également appelée COVID-19, est un nouveau défi qui a rapidement causé des ravages économiques à travers le monde. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que les répercussions de l'épidémie entraîneront la pire crise économique depuis la Grande Dépression¹.

Les marchés émergents et les pays à faible revenu d'Afrique, d'Amérique latine et d'une grande partie de l'Asie sont les plus exposés aux risques économiques. En effet, ces pays ont des systèmes de santé faibles et sont confrontés au défi de lutter contre le virus dans des villes densément peuplées et des bidonvilles frappés par la pauvreté. La majorité de leur population vit au jour le jour des revenus tirés du secteur informel, et la distanciation sociale pour empêcher la propagation du virus n'est guère une option pour eux.

En tant que pays à faible revenu, le Rwanda appartient à la catégorie des pays à haut risque. L'économie du pays est déjà affectée par la pandémie de coronavirus. Pourtant, le gouvernement actuel n'a pas correctement communiqué à la population l'impact du coronavirus sur l'économie du pays et les efforts déployés pour le réduire.

Ce document vise à informer sur les impacts négatifs potentiels que le coronavirus aura sur l'économie du Rwanda. En outre, il propose également des actions immédiates et post-coronavirus que le gouvernement doit mettre en œuvre pour réanimer l'économie du Rwanda.

¹ <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/07/sp040920-SMs2020-Curtain-Raiser>

II. Contexte

Le coronavirus était inconnu avant le début de l'épidémie à Wuhan, en Chine, en décembre 2019². En janvier 2020, l'épidémie a été déclarée urgence de santé publique de portée internationale³. Le 11 mars de la même année, le coronavirus a été déclaré pandémie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le coronavirus a continué de se propager rapidement, entraînant des effets néfastes sur les activités commerciales mondiales. Depuis le début de la pandémie, le niveau d'activité des usines en Chine est en baisse. La production en Chine est passée de 50% en janvier 2020 à 37,5% à la fin de février 2020. Étant donné que la Chine représente un tiers de la production manufacturière mondiale, la situation provoquée par le coronavirus en Chine suggère que le système d'approvisionnement mondial dans son ensemble a été perturbé, ce qui ralentit les activités économiques dans le monde. Les investisseurs - craignant que les gouvernements du monde entier ne soient pas en mesure de contenir la propagation du virus, affectant les activités économiques mondiales, notamment la demande de pétrole - ont retiré de l'argent des marchés financiers et des produits de base, faisant chuter ces marchés à leur valeur la plus basse jamais enregistrée.

Pour contenir la propagation du virus, les gouvernements ont introduit des restrictions de voyage et ont soumis leurs populations à un strict confinement. Ce qui a entraîné un arrêt total des principales chaînes de production industrielle à travers le monde.

Différents pays ont mis en œuvre des mesures immédiates pour atténuer le choc des coronavirus. Par exemple, des grandes économies comme les États-Unis, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Espagne prévoient d'offrir des prêts ou des garanties de crédit aux entreprises, des subventions au revenu pour les travailleurs affectés ainsi que des

² <https://www.who.int/news-room/qa-detail/qa-coronaviruses>

³ https://www.who.int/diagnostics_laboratory/EUL/en/

reports d'impôts, des reports de paiement des cotisations sociales ou des subventions ainsi qu'un moratoire sur des remboursement crédits⁴. Certains gouvernements africains ont également mis en œuvre des mesures de relance budgétaire et monétaire pour aider les personnes touchées par la pandémie dans leur pays⁵.

⁴ <https://www.ft.com/content/26af5520-6793-11ea-800d-da70cff6e4d3>

⁵ https://au.int/sites/default/files/documents/38326-doc-covid-19_impact_on_african_economy.pdf

III. Impacts potentiels de COVID-19 sur l'économie du Rwanda

Le récit connu dans le monde entier est que le Rwanda a accompli des progrès économiques et sociaux remarquables au cours des deux dernières décennies. Cependant, la réalité sur le terrain raconte une histoire différente. Les réalités économiques du Rwanda sont décrites en détail dans un rapport récemment publié intitulé Rwanda Vision 2020 Development Program Scrutiny⁶, dans lequel une analyse complète des objectifs du programme de développement du pays est présentée. Il ne fait aucun doute que la crise du coronavirus est arrivée alors que le Rwanda était toujours confronté aux mêmes défis de développement que de nombreux autres pays en voie de développement et pauvres. Ainsi, une liste des impacts du coronavirus sur l'économie du Rwanda peut être longue. Les principaux impacts potentiels sont les suivants :

Le système sanitaire

Le système sanitaire au Rwanda doit encore être développé pour fournir un service compétent à sa population en temps normal. Les services sanitaires au Rwanda souffrent d'une grave pénurie de personnel médical qualifié. Cela est particulièrement vrai pour les médecins et les infirmières : le Rwanda ne compte qu'un médecin et une infirmière pour 10 000 personnes, contre un minimum recommandé de 2,5 prestataires de santé pour 10 000 personnes.⁷ Il n'y a également qu'un seul lit d'hôpital pour 10 000 personnes⁸. De plus, les statistiques les plus récentes montrent que le système d'assurance maladie communautaire (*mutuelle de santé*) du pays est constamment déficitaire (*voir figure 1*). L'inspecteur général

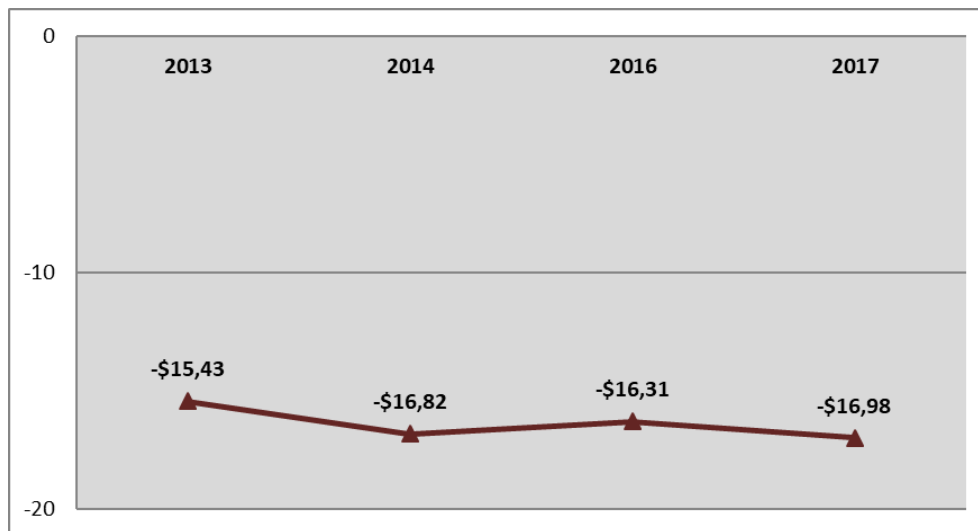
⁶ <https://dalfa.org/en/rwanda-vision-2020-development-programme-scrutiny/>

⁷ <http://documents.worldbank.org/curated/en/219651563298568286/pdf/Rwanda-Systematic-Country-Diagnostic.pdf>

⁸ <https://www.who.int/goe/publications/atlas/2015/rwa.pdf?ua=1>

des finances publiques rwandais⁹ a indiqué que mutuelle de santé n'est pas en mesure de couvrir les prestations médicales et les dépenses de fonctionnement.

Figure 1 Déficit de l'assurance maladie communautaire au Rwanda (en millions de dollars US), 2013 - 2017



Source de données : Rapports publiés par le Bureau du vérificateur général du Rwanda

Les dépenses des services de santé du Rwanda dépendent davantage de sources de financement externes par rapport à d'autres pays d'Afrique subsaharienne et à faible revenu (voir figure 2). Cela signifie que le système de santé du Rwanda pourrait souffrir encore plus si le flux de l'aide est affecté, en raison des pays donateurs réaffectant leurs ressources pour soutenir leurs propres populations les plus touchées par l'impact économique du coronavirus. Dans ce contexte, si le virus devait se propager à travers le Rwanda, ce serait une catastrophe.

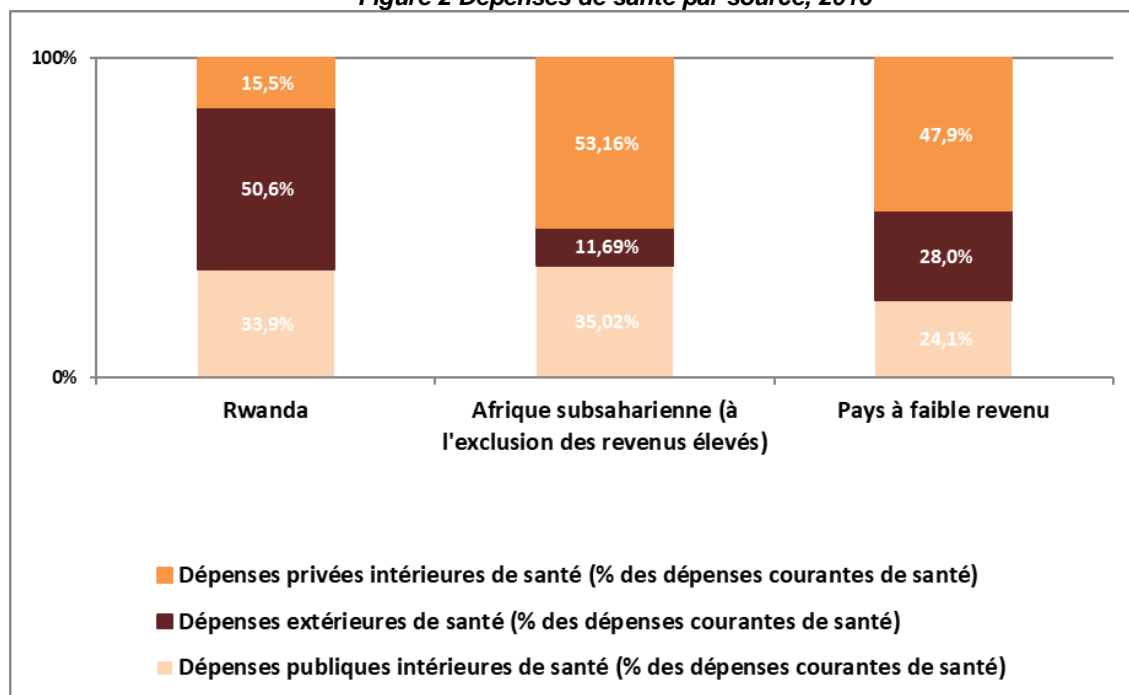
Les Secteurs les plus touchés de l'économie rwandaise

Le Rwanda a alloué un montant substantiel de fonds publics au développement du transport aérien et de la stratégie MICE (meetings, incentives, conventions and events). Le Rwanda a également investi massivement dans le tourisme et l'hôtellerie, en particulier les hôtels et restaurants. Par exemple, environ 1,5 milliard de dollars américains

⁹ Rapport du vérificateur général des finances publiques pour l'exercice clos le 30 juin 2017/18.

en ressources publiques ont été investis dans RwandAir et MICE¹⁰ entre 2013 et 2017. En juillet 2016, le Kigali Convention Center (KCC) a été inauguré. Le centre comprend un hôtel cinq étoiles de 292 chambres, une salle de conférence pouvant accueillir jusqu'à 2 500 personnes et plusieurs autres salles de réunion. La construction de KCC a coûté plus de 300 millions de dollars américains. En août 2019, la Kigali Arena a également été inaugurée. L'installation sportive a une capacité de 10 000 places. En plus d'accueillir des événements sportifs, l'arène devrait compléter le KCC en accueillant des réunions internationales, des conférences et des événements de divertissement tels que des concerts. La construction de l'Arena aurait coûté 104 millions de dollars américains.

Figure 2 Dépenses de santé par source, 2016



Source de données : Banque mondiale

Le Rwanda a également signé des accords avec deux célèbres clubs de football européens, Arsenal¹¹ et Paris St-Germain¹², pour promouvoir le tourisme au Rwanda.

¹⁰ <http://documents.worldbank.org/curated/en/219651563298568286/pdf/Rwanda-Systematic-Country-Diagnostic.pdf>

¹¹ <https://edition.cnn.com/2018/05/23/africa/arsenal-football-shirt-rwanda-africa-intl/index.html>

¹² <https://www.reuters.com/article/rwanda-tourism-soccer/rwanda-signs-deal-with-paris-st-germain-to-promote-tourism-idUSL8N28E2P3>

Les responsables rwandais n'ont pas encore confirmé le montant exact payé pour ces accords, mais il est estimé à 30 millions de dollars américains pour Arsenal en 2018 et à 11 millions de dollars américains pour le PSG en 2019. Les deux accords ont été conclus pour trois ans.

Le secteur du tourisme et des voyages en Afrique pourrait perdre au moins 50 milliards de dollars en raison de la pandémie, et au moins 2 millions d'emplois devraient être perdus, directement ou indirectement¹³.

En mars 2020, RwandAir, le transporteur national du Rwanda, a suspendu tous ses vols pendant 30 jours en raison du coronavirus¹⁴. Le Rwanda Development Board (RDB) a suspendu ses activités de recherche et de tourisme dans trois des quatre parcs nationaux du Rwanda en raison du coronavirus¹⁵. Cela implique des pertes de revenus pour l'économie rwandaise à la fois dans le transport aérien et dans des activités touristiques. Il est important de noter que les recettes du tourisme international au Rwanda représentaient 26% des recettes d'exportation en 2018, et le tourisme est le principal pourvoyeur de devises. En mars 2020, le Rwanda Convention Bureau (RBC) a annoncé qu'au moins 20 conférences initialement prévues pour mars et avril 2020 avaient été reportées, générant une perte de revenus de 8 millions de dollars américains. Cela représente 10% des revenus ciblés pour l'industrie MICE pour le premier trimestre de l'année 2020-2021¹⁶.

La suspension des activités dans les industries du MICE et du tourisme en raison du coronavirus a, à son tour eu un impact sur l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration au Rwanda. Selon la Chambre de tourisme du Rwanda, les secteurs du tourisme et de

¹³ https://au.int/sites/default/files/documents/38326-doc-covid-19_impact_on_african_economy.pdf

¹⁴ <https://www.rwandair.com/media-center/news-press-releases/rwandair-to-temporarily-stop-all-flights-for-30-days/>

¹⁵ <https://www.newtimes.co.rw/latest-news/rwanda-suspends-tourism-research-activities-three-national-parks>

¹⁶ <https://www.cnbcafrica.com/east-africa/2020/03/18/rwandas-mice-sector-postpones-events-due-to-covid-19/>

l'hôtellerie ont déjà perdu 37,3 millions de dollars américains en raison de la crise du coronavirus¹⁷. Les dettes combinées du secteur du tourisme et de l'hôtellerie sont estimées à 94 millions de dollars américains. Le secteur demande déjà au gouvernement une aide financière de 75 millions de dollars américains pour sauver les entreprises en difficulté¹⁸.

En avril 2020, le Secrétariat du Commonwealth a publié une déclaration informant que la 26e réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM) prévue à Kigali Rwanda du 22 au 27 juin 2020 sera reportée en raison de la pandémie de Covid-19 en cours¹⁹. Cela représente une autre perte énorme pour les acteurs des secteurs économiques formels et informels du Rwanda qui attendaient avec impatience de bénéficier de cette conférence.

Dettes publiques

Les industries du transport aérien et des MICE au Rwanda ont été financées par des emprunts publics auprès de bailleurs extérieurs et intérieurs. Un nouveau rapport de l'agence de notation de crédit Moody's a souligné que le choc mondial du coronavirus a de graves répercussions macroéconomiques et financières sur les pays africains²⁰. Étant donné la situation budgétaire déjà fragile de nombreux pays africains, l'effet des fermetures de frontières, la perturbation du commerce mondial, la baisse des prix des produits de base et la volatilité des marchés financiers liée à la pandémie de coronavirus, les conditions de la dette souveraine de nombreux pays africains seront affectées. La baisse des recettes d'exportation accroîtra la pression sur la balance des paiements et aggravera la vulnérabilité extérieure, tandis que la dislocation des marchés financiers et l'aversion des investisseurs envers les émetteurs de dette plus faibles exacerberont le risque de liquidité du gouvernement.

¹⁷ <https://www.newtimes.co.rw/news/tourism-chamber-seeks-over-rwf7-billion-govt-stimulus>

¹⁸ <https://www.newtimes.co.rw/news/tourism-chamber-seeks-over-rwf7-billion-govt-stimulus>

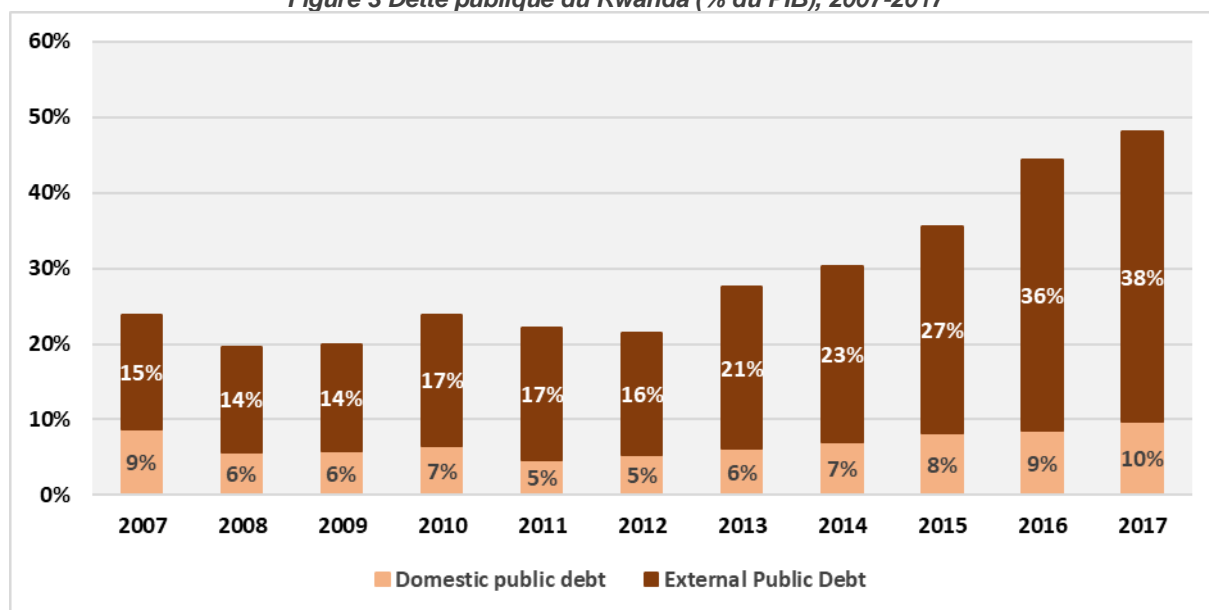
¹⁹ <https://thecommonwealth.org/newsroom/chogm>

²⁰ https://www.moody's.com/research/Moodys-Coronavirus-shock-poses-significant-growth-and-fiscal-challenges-for-PBC_1221325

La dette du Rwanda est rapidement passée de 24% du PIB en 2010 à 53% du PIB en 2019 (voir figure 3). Les intérêts sur les dettes intérieures et extérieures à payer sont estimés à 100 millions de dollars et 68 millions de dollars américains respectivement en 2020-2021²¹. Cela devient un énorme fardeau pour l'économie rwandaise, étant donné que le pays était déjà confronté à de graves défis économiques avant la pandémie de coronavirus.

Avant l'épidémie, la Banque mondiale avait souligné que l'assiette fiscale du Rwanda s'était resserrée en raison de l'endettement du pays²², affectant progressivement la viabilité de la situation financière du Rwanda. Cela s'explique par de gros investissements orientés vers le développement des secteurs du transport aérien et des MICE, qui ont été exécutés à partir d'emprunts extérieurs mais n'ont pas encore généré le rendement attendu.

Figure 3 Dette publique du Rwanda (% du PIB), 2007-2017



Source de données : Banque mondiale

D'autres secteurs de l'économie rwandaise tels que le commerce, l'agriculture et la production manufacturière restent sous-développés. La part du secteur commercial du Rwanda dans l'économie est presque inchangée depuis la fin des années 90, variant entre

²¹ [https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/07/03/Rwanda-Staff-Report-for-2019-Article-IV-Consultation-and-a-Request-for-a- Politique de trois ans-47089](https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/07/03/Rwanda-Staff-Report-for-2019-Article-IV-Consultation-and-a-Request-for-a-Politique-de-trois-ans-47089)

²² <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29036/122107-WP-PUBLIC-Rwanda-Economic-Update-FINAL.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

7% et 10% du PIB²³. Les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre comme la manufacture et l'agriculture n'ont reçu qu'une petite part des investissements privés au Rwanda²⁴. Les frontières du Rwanda avec l'Ouganda et le Burundi avaient été fermées pendant de nombreux mois avant que la pandémie de coronavirus ne frappe, affectant les transactions commerciales du pays. La monnaie rwandaise s'est dépréciée ; cela devrait se poursuivre car le coronavirus a perturbé les activités commerciales entre le Rwanda et d'autres pays.

Compte tenu de tout ça, la crise du coronavirus aggravera inévitablement la situation budgétaire du Rwanda et le solde de la balance des paiements du Rwanda, augmentant le risque d'insolvabilité du Rwanda et, à terme, abaissant la cote de crédit du Rwanda. Le Fonds monétaire international a récemment souligné que la pandémie de coronavirus a mis à l'arrêt l'économie du Rwanda et que les réserves internationales du pays diminuent²⁵.

Effets du confinement

Le confinement au Rwanda a été introduit le 21 mars 2020. Il a interdit tous les mouvements inutiles à l'extérieur du domicile, à l'exception des services essentiels tels que les soins de santé et l'épicerie, et a eu des effets sur de nombreux ménages au Rwanda. La décision de confinement affecte le plus ceux qui survivent grâce au revenu journalier de l'emploi dans le secteur informel, car sans travail, ils sont incapables de se nourrir et de nourrir leur famille. Ces travailleurs informels sont estimés à plus de 2,48 millions.

Plus le verrouillage se poursuit au Rwanda, plus les ménages auront des difficultés financières. Les statistiques de la Banque mondiale de 2016 montrent que 56% de la population du Rwanda vivait avec moins de 1,90 USD par jour. De plus, le niveau d'épargne

²³ <https://www.worldbank.org/en/country/rwanda/publication/rwanda-economic-update-financing-development-role-deeper-diversified-financial-sector>

²⁴ <http://documents.worldbank.org/curated/en/219651563298568286/pdf/Rwanda-Systematic-Country-Diagnostic.pdf>

²⁵ <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/02/pr-20130-rwanda-imf-executive-board-approves-disbursement-to-address-covid19>

intérieure au Rwanda représente à peine 10% du PIB et est le plus bas par rapport aux pays régionaux comparables. De plus, avant le coronavirus, seulement 40% des ménages au Rwanda étaient en sécurité alimentaire avec peu de risques d'insécurité alimentaire²⁶. La perturbation causée par le coronavirus pourrait rapidement modifier la répartition des revenus et la sécurité alimentaire et exacerber les inégalités au sein de la population, ce qui pourrait conduire à l'insécurité ou à l'instabilité dans le pays.

Avant le coronavirus, le gouvernement du Rwanda avait procédé à la démolition systématique des maisons des pauvres et des classes moyennes dans la ville de Kigali en décembre 2019 et février 2020. Il avait également appliqué une déduction de 0,5% sur le salaire de tous les employés du secteur public en février 2020. Cela a généré le mécontentement des personnes touchées et a déclenché un débat parmi les Rwandais de tous bords, en particulier sur les réseaux sociaux. Par conséquent, la décision soudaine de mettre le Rwanda en confinement, empêchant une grande partie des travailleurs du secteur informel de gagner des revenus, pourrait ajouter à la pression existante de la population et provoquer l'instabilité dans le pays.

²⁶ <https://www.wfp.org/publications/rwanda-comprehensive-food-security-and-vulnerability-analysis-march-2016>

IV. Actions immédiates pour répondre à COVID-19

Différentes actions ont été mises en œuvre par le gouvernement du Rwanda et il a également reçu des soutiens financiers et autres. Dans cette partie du document, nous donnons un aperçu des actions immédiates mises en œuvre au Rwanda pour faire face aux impacts du coronavirus et fournirons des suggestions sur la manière dont celles-ci peuvent être améliorées.

Le gouvernement a ordonné un confinement pour empêcher la propagation du coronavirus à travers le pays. C'était une action nécessaire compte tenu des défis du système de santé au Rwanda comme décrit ci-dessus. La décision de procéder au confinement a été annoncée le 20 mars et est entrée en vigueur le lendemain pour une période initiale de 14 jours. Le confinement a ensuite été prolongé jusqu'au 30 avril. Néanmoins, le confinement a été rapidement mis en œuvre sans tenir compte de la structure de l'économie rwandaise qui compte une part importante de l'emploi dans le secteur informel. Pendant le confinement, certains des employés du secteur informel affectés se retrouvent sans emploi et sans domicile, au risque d'attraper ou de propager le virus mortel. À ce jour, le gouvernement n'a fourni aucun plan sur la manière dont ces personnes seront soutenues pendant le confinement.

La Banque centrale du Rwanda (Banque nationale du Rwanda ou BNR) a accordé une facilité de prêt d'environ 52 millions de dollars aux banques commerciales. À partir du 1er avril, elle a abaissé le taux de réserves obligatoires de 5% à 4% pour permettre aux banques disposant de plus de liquidités de soutenir les entreprises concernées. Il a également permis aux banques commerciales de restructurer les prêts en cours des débiteurs confrontés à des problèmes de trésorerie temporaires liés à la pandémie. Nous recommandons que la Banque centrale et les banques commerciales acceptent d'offrir aux emprunteurs des méthodes de paiement faciles pour les prêts en cours basés uniquement

sur les intérêts. Cela peut notamment s'appliquer aux emprunteurs des secteurs formels ou informels les plus touchés par le coronavirus. L'objectif ultime devrait être de permettre aux individus d'avoir plus de revenus disponibles qu'ils peuvent dépenser pour les besoins quotidiens des ménages en cette période de crise.

Le gouvernement a décidé de cesser de percevoir la contribution de la population au fonds Agaciro²⁷ à travers des retenues sur leurs salaires et d'autres méthodes.

Néanmoins, le gouvernement devrait également revenir sur sa décision brutale de déduire 0,5% des salaires des fonctionnaires. Cette décision est contraire à la constitution du Rwanda. L'article 34 stipule que la propriété privée, qu'elle soit individuelle ou collective, est inviolable. Étant donné que le revenu disponible et l'épargne intérieure sont déjà faibles, nous recommandons au gouvernement d'offrir des réductions d'impôt sur les salaires et sur les produits comestibles pendant la période de confinement. Cela permettra aux citoyens qui reçoivent encore leurs paies d'avoir plus de revenus disponibles à dépenser. Dans le même temps, cela incitera les détaillants et les grossistes de produits comestibles à ne pas augmenter les prix en ces temps difficiles.

Des fonds ont été reçus par le gouvernement du Rwanda pour aider à lutter contre le coronavirus et les personnes les plus touchées au Rwanda.

La Banque de Kigali a fait don de 300 000 de dollars américains ; le FMI a accordé une facilité de crédit à hauteur de 109 millions de dollars²⁸; les États-Unis ont fait don d'un million de dollars. Le gouvernement rwandais aurait collecté près de 3 millions de dollars grâce à la cession volontaire des salaires d'avril des membres du cabinet, des secrétaires permanents, des chefs des organismes publics et d'autres hauts fonctionnaires. La Banque mondiale a également approuvé un crédit de 14,25 millions de dollars américains²⁹ au Rwanda. L'Union européenne

²⁷ <https://www.devex.com/news/what-is-the-agaciro-development-fund-78982>

²⁸ <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/02/pr-20130-rwanda-imf-executive-board-approves-disbursement-to-address-covid19>

²⁹ <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/07/world-bank-group-supports-rwanda-covid-19-response>

a également annoncé une contribution de 56 millions de dollars américains à la réponse du Coronavirus au Rwanda, le pays faisant partie des pays dépourvus de systèmes de santé fonctionnels, de dynamisme économique et de filets de sécurité sociale.³⁰ Le Rwanda a également reçu un lot de kits de test de coronavirus et de matériel de prévention donnés par le milliardaire chinois Jack Ma³¹. Nous recommandons que les fonds reçus soient utilisés de manière transparente et efficace. Des rapports récents, y compris ceux de la Banque mondiale et de l'Union africaine, ont averti que les flux d'aide aux pays africains diminueraient, car les principaux donateurs déploieraient leurs ressources pour protéger les segments vulnérables de leur population touchés par la pandémie. Par conséquent, s'agissant de l'utilisation de ces fonds, nous recommandons qu'ils soient prioritairement affectés comme suit :

- a. Pour soutenir le système de santé du Rwanda,
- b. Pour sauver les sans-abris après que leurs maisons aient été démolies par le gouvernement en décembre 2019 et février 2020, et les travailleurs du secteur informel qui sont sans emploi et sans-abri dans la rue, en raison de la décision de confinement.
- c. Importer de la nourriture pour aider ceux qui en ont besoin à travers le pays pendant le confinement. De nombreux ménages n'ont pas de revenus et sont en situation d'insécurité alimentaire depuis que le gouvernement a mis le pays sous confinement.
- d. Soutenir les entreprises qui répondent véritablement aux besoins de la population, en particulier les entreprises qui peuvent produire et échanger des produits abordables, nutritifs et comestibles pour les consommateurs locaux. Cela a du sens, car les Rwandais ont besoin de nourriture bon marché pendant et après la crise des coronavirus. Les experts de la santé doivent

³⁰ <https://www.newtimes.co.rw/news/eu-pledges-rwf528-billion-rwandas-covid-19-response>

³¹ <https://edition.cnn.com/2020/03/16/africa/jack-ma-donate-masks-coronavirus-africa/index.html>

indiquer comment les travailleurs de ces entreprises peuvent fonctionner sans s'exposer eux-mêmes et les autres aux risque de coronavirus.

- e. Les petits agriculteurs des zones rurales devraient également être soutenus financièrement pour cultiver des aliments sur lesquels ils peuvent survivre. Le gouvernement devrait alléger, le cas échéant, la directive agricole sur quoi, comment, où et quand cultiver, imposée aux petits agriculteurs avant le coronavirus.

Le FMI a approuvé un allègement de la dette de six mois pour ses 25 pays membres les plus pauvres et les plus vulnérables, dont le Rwanda³². Cela donnera au gouvernement du Rwanda une capacité financière supplémentaire, équivalente à 11 millions de dollars américains, pour venir en aide aux populations les plus vulnérables et affectées par la pandémie et soutenir les entreprises. Néanmoins, nous encourageons le gouvernement du Rwanda, ainsi que d'autres gouvernements du continent africain, à poursuivre la discussion en cours sur l'allègement de la dette multilatérale et bilatérale des pays africains avec les créanciers. La plus grande partie de la dette du Rwanda provient de bailleurs étrangers, principalement des organisations multilatérales. Bien que ces prêts aient été accordés à des conditions plus généreuses que les prêts du marché, si tout ou une partie du prêt est annulé pour le Rwanda, la marge budgétaire du pays s'élargira. Le gouvernement pourra aider plus de gens et soutenir les entreprises qui répondent aux besoins immédiats de la population.

Le succès de toute action mise en œuvre pour lutter contre le coronavirus et aider les Rwandais les plus touchés dépendra de la manière dont le gouvernement coopérera et dialoguera avec les citoyens pour trouver des solutions à la crise actuelle. Nous recommandons que le gouvernement, par le biais d'un comité de crise établi, communique régulièrement avec la population sur la façon dont le coronavirus est traité. Le gouvernement doit divulguer de manière transparente la réception des fonds pour lutter contre le

³² <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/13/pr20151-imf-executive-board-approves-immediate-debt-relief-for-25-countries>

coronavirus, à quoi ils sont destinés et quels mécanismes le gouvernement met en place pour garantir qu'aucun citoyen ne soit laissé sans soutien. Cela limitera la propagation de rumeurs et la propagation de fausses informations qui pourraient dérouter les citoyens et induire en erreur les parties prenantes sur les véritables défis et risques du coronavirus auxquels le Rwanda est confronté. Par exemple, des allégations circulent selon lesquelles les dirigeants rwandais distribuent gratuitement de la nourriture aux plus vulnérables ou prévoient de fournir gratuitement des services essentiels tels que l'approvisionnement en eau et en électricité³³. Ces allégations - y compris celles émanant de décideurs locaux qui diffusent des informations trompeuses sur la distribution de nourriture au Rwanda via les médias sociaux - doivent être contrôlées et, lorsqu'elles sont constatées, elles doivent être condamnées par les autorités. Les rumeurs peuvent rapidement être mal interprétées par la population. Il est important de noter qu'avant la crise du coronavirus et l'imposition du confinement au Rwanda, le gouvernement s'était lancé dans la démolition illégale de maisons de citoyens dans la ville de Kigali. De plus, le ministère de la Fonction publique et du Travail avait annoncé une déduction brutale de 0,5% sur tous les salaires des fonctionnaires en mars 2020. Au début du confinement, la police rwandaise a tué par balle trois personnes³⁴ et deux soldats ont été accusés d'avoir violé des femmes dans les bidonvilles de Kigali³⁵. Celles-ci ajoutent de la pression à une population dont l'économie s'est détériorée en raison du confinement. Par souci de stabilité, nous recommandons au gouvernement de supprimer toute rumeur et désinformation ainsi que la propagande concernant la distribution de nourriture et le soutien social qui devraient être fournis au peuple rwandais pendant cette période, car la population est déjà soumise à de nombreuses pressions. Nous recommandons au gouvernement de communiquer davantage avec la population.

³³ <https://www.africanexponent.com/post/7335-rwanda-distributes-free-food-social-services-in-response-to-covid-19>

³⁴ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-25/rwanda-police-shoot-two-say-officers-attacked-on-patrol>

³⁵ <https://www.theghanareport.com/rwandan-soldiers-accused-of-raping-women-during-lockdown/>

V. Actions proposées pendant la période post-pandémie

Espérons que le coronavirus sera un autre défi historique que le monde surmontera. Bien qu'elle ne soit pas encore terminée, elle n'empêche pas les décideurs politiques de réfléchir à ce qui doit être fait pour relancer l'économie du Rwanda dans l'ère post-coronavirus. Dans cette dernière partie du document, des actions seront proposées pour relancer l'économie rwandaise après la crise de Covid-19.

Afin de stimuler l'économie rwandaise, le gouvernement devra réduire ses dépenses et garantir à la population un revenu disponible pour ses dépenses. Cela indépendamment du fait qu'une partie ou la totalité des obligations de la dette extérieure du Rwanda ont été annulées par certains créanciers bilatéraux et multilatéraux ou que le gouvernement du Rwanda reçoive davantage d'aide au développement à l'étranger après la crise des coronavirus. Les dépenses publiques devront être resserrées pendant un certain temps pour permettre aux ménages d'accumuler des revenus et de les dépenser. Ceci devrait être réalisé par le gouvernement en offrant ce qui suit :

- a. Une réduction d'impôt pour les employés des petites entreprises. Il s'agit du plus grand groupe de travailleurs du secteur formel (170 000). Offrir une réduction d'impôt sur les salaires à un si grand nombre de personnes garantira un revenu disponible qu'elles pourront dépenser et ainsi injecter dans l'économie.
- b. Une réduction de la taxe sur les biens et services de première nécessité tels que la nourriture et le transport. La réduction d'impôt proposée pourrait être compensée par une augmentation des droits d'accise sur les produits de luxe tels que l'alcool, etc. Cette réduction devrait également s'appliquer à la fabrication, à la vente au détail et en gros des produits et services.

- c. Assouplir la directive imposée aux travailleurs du secteur informel opérant en zone urbaine notamment dans la ville de Kigali³⁶. Au lieu d'éliminer les commerçants de rue par brutalité, les autorités devraient engager un dialogue avec eux et trouver ensemble comment ils peuvent fonctionner efficacement dans la ville. L'objectif ultime devrait être de donner aux acteurs du secteur informel la possibilité de générer des revenus tout en contribuant à la relance de l'économie rwandaise.
- d. Abandonner la taxe foncière qui frappe les petits agriculteurs. En outre, le gouvernement devrait subventionner les semences des petits agriculteurs pendant une certaine période.
- e. Assouplir les directives sur l'utilisation des terres imposées aux petits agriculteurs qui stipulent que les terres seront expropriées par l'État si les petits agriculteurs les utilisent contrairement aux directives agricoles du gouvernement.

Ces actions proposées fourniraient des emplois aux travailleurs du secteur informel et donneraient aux petits agriculteurs de tout le pays une chance de générer des revenus et de contribuer au développement économique de leur pays. L'objectif ultime est de donner aux petits agriculteurs et aux travailleurs du secteur informel la possibilité de gagner un certain niveau de revenu régulier et d'atteindre le bien-être social.

³⁶ <https://edition.cnn.com/2016/08/02/africa/kigali-street-traders-mpa/index.html>

VI. La crise du COVID-19 est une leçon pour le gouvernement du Rwanda

En juillet 2000, l'administration rwandaise, dirigée par le Front patriotique rwandais (FPR), a promis au peuple rwandais de transformer son pays d'un pays à faible revenu en un pays à revenu intermédiaire tiré par une économie fondée sur la connaissance d'ici 2020. Le plan a été nommé programme de développement « Rwanda Vision 2020 ». Vision 2020 a promis de continuer à investir dans la protection et la gestion des ressources en eau, ainsi que dans le développement des infrastructures hydrauliques, pour garantir que d'ici 2020, tous les Rwandais aient accès à l'eau potable. Néanmoins, le nombre de la population ayant accès à l'eau potable de base au Rwanda n'était que de 58% en 2017. Alors que Vision 2020 s'est engagé à développer le secteur de la santé au Rwanda, le service de santé du pays souffre d'une grave pénurie de personnel médical qualifié. Cela est particulièrement vrai pour les médecins et les infirmières : le Rwanda ne compte qu'un seul médecin et infirmière pour 10 000 habitants, contre un minimum recommandé de 2,5 prestataires de santé pour 10 000 personnes. De plus, seulement 1 lit d'hôpital pour 10 000 personnes³⁷ est disponible au Rwanda. Dans ce contexte, la crise des coronavirus est une leçon pour le gouvernement du Rwanda.

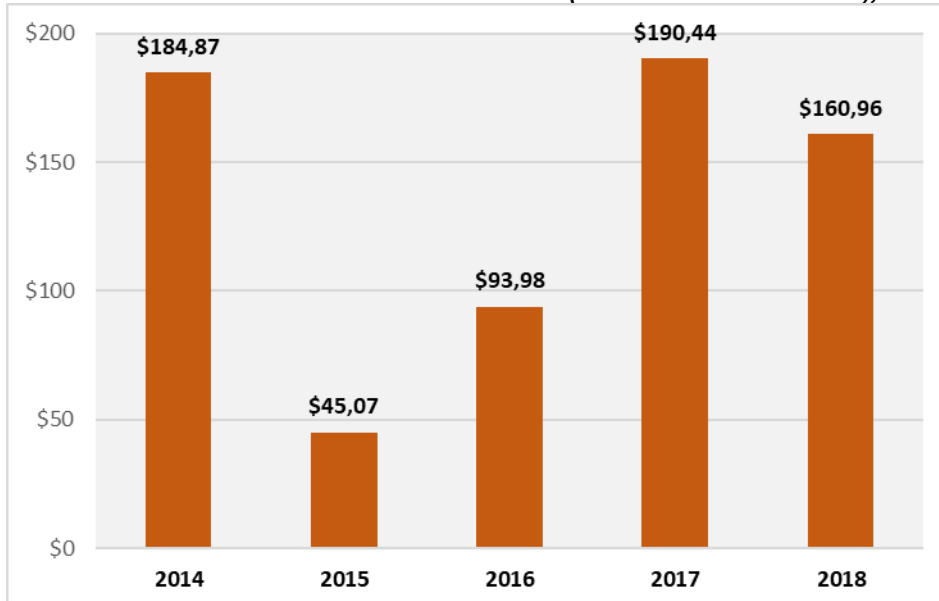
Retard dans les projets d'infrastructure

Le gouvernement rwandais doit veiller à ce qu'il n'y ait plus de retard dans l'achèvement des projets d'infrastructure. Cela est particulièrement important pour les projets qui visent à subvenir aux besoins fondamentaux de la population rwandaise, tels que l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à des services de santé de qualité. En 2018, cinq projets d'infrastructures hydrauliques d'une valeur de 18 millions de dollars américains, avec des retards variant entre une semaine et deux ans, ont été identifiés et sur 16 stations de traitement des eaux en fonctionnement, 11 fonctionnaient de manière nettement

³⁷ <https://www.who.int/goe/publications/atlas/2015/rwa.pdf?ua=1>

inférieure à leur pleine capacité³⁸. Le gouvernement doit veiller à ce que les projets d'infrastructure destinés aux besoins de base de la population ne soient pas seulement achevés, mais aussi que les ouvrages soient réalisés selon les meilleures normes et fonctionnent suivant les cahiers de charge. Voir la valeur des contrats retardés ou abandonnés au Rwanda dans la figure 4.

Figure 4 Valeur des contrats retardés et abandonnés (en millions de dollars US), 2014-2018



Source de données : Rapports publiés par le Bureau du vérificateur général du Rwanda

Gestion de fonds publics

Le coronavirus a montré que le Rwanda manque de capacité financière. Avant le coronavirus, le Rwanda perdait des fonds publics substantiels - estimés en moyenne à 15 millions de dollars américains par an de 2002 à 2016 - à cause d'irrégularités, comme indiqué régulièrement dans le rapport du Vérificateur général³⁹(voir figure 5). En 2013, 1 milliard de dollars américains ont été exfiltrés du Rwanda par le biais de transactions illicites⁴⁰. Récemment, la Banque mondiale a révélé que le Rwanda avait perdu 190 millions de dollars américains entre 1990 et 2010⁴¹. Si ces fonds avaient été utilisés efficacement, cela aurait pu faire une différence en ces temps difficiles. Par conséquent, après le

³⁸ <https://dalfa.org/en/rwanda-vision-2020-development-programme-scrutiny/>

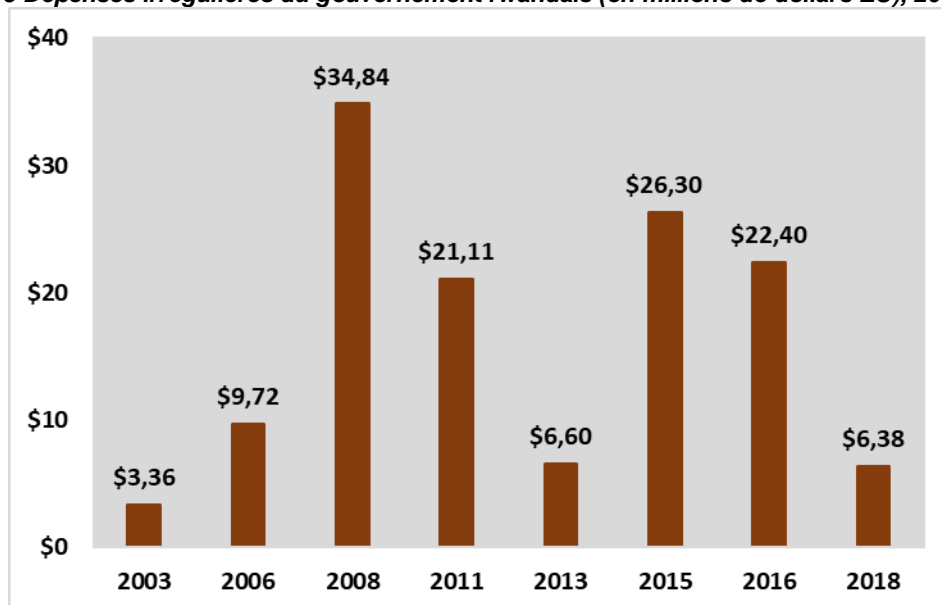
³⁹ <https://oag.gov.rw/documents/reports-to-parliament/financial-audit-reports/>

⁴⁰ <https://gfintegrity.org/illicit-financial-flows-and-development-indices-2008-2012/>

⁴¹ <http://documents.worldbank.org/curated/en/493201582052636710/pdf/Elite-Capture-of-Foreign-Aid-Evidence-from-Offshore-Bank-Accounts.pdf>

coronavirus, le gouvernement aura l'occasion d'examiner comment gérer les fonds publics de manière plus transparente et responsable. Aucune économie ne peut prospérer si elle perd ses propres ressources au profit de fonctionnaires véreux et de dépenses imprudentes.

Figure 5 Dépenses irrégulières du gouvernement rwandais (en millions de dollars EU), 2003 - 2018



Source de données : Rapports publiés par le Bureau du vérificateur général du Rwanda

Investissement des ressources publiques

L'investissement des ressources publiques doit être davantage repensé. Le coronavirus a démontré la vulnérabilité du transport aérien, du MICE et de l'hôtellerie, secteurs dans lesquels le gouvernement du Rwanda avait lourdement investi. Après le coronavirus, le gouvernement devrait envisager de placer les investissements publics dans des secteurs qui répondent aux besoins de la population qui a reçu moins de financement. Par exemple, le secteur agricole emploie plus de 70% de la population du Rwanda mais ne reçoit que 10% des dépenses publiques⁴². La qualité des routes au Rwanda nuit à l'intégration de sa campagne avec ses villes, ce qui peut être attribué aux faibles dépenses d'infrastructure et d'entretien⁴³. Les dépenses du Rwanda pour l'éducation se situent en dessous de la ligne médiane représentant le rapport des dépenses publiques d'éducation en

⁴² <http://documents.worldbank.org/curated/en/219651563298568286/pdf/Rwanda-Systematic-Country-Diagnostic.pdf>

⁴³ *ibid*

pourcentage du PIB par habitant⁴⁴. À l'avenir, le Rwanda doit affecter ses investissements dans des secteurs qui répondent aux besoins immédiats de la population.

Caractéristiques de la répartition de la main-d'œuvre au Rwanda

La crise des coronavirus a montré qu'il était urgent que le gouvernement s'efforce de modifier les caractéristiques de la répartition de la main-d'œuvre au Rwanda. Il est essentiel de développer l'économie dans le secteur formel, en particulier dans le secteur privé. Pour y parvenir, le gouvernement et le parti au pouvoir devraient retirer leurs activités commerciales du secteur privé du Rwanda. Le gouvernement devrait plutôt se concentrer davantage sur la création et la réglementation d'un environnement favorable dans lequel le secteur privé peut prospérer. En outre, le Parlement devrait être habilité à adopter une loi empêchant les partis politiques de se livrer à des activités commerciales. La participation du parti au pouvoir à des activités commerciales est un obstacle au développement du secteur privé au Rwanda et peut créer un conflit d'intérêts. Surtout que selon « Economic Intelligent Unit democracy index » le régime actuel du Rwanda est classé comme autoritaire⁴⁵. En fait, l'une des raisons pour lesquelles les investisseurs nationaux et étrangers s'abstiennent d'engager leurs investissements au Rwanda est simplement parce qu'ils sentent qu'ils ne peuvent pas rivaliser avec le parti au pouvoir et les entreprises publiques.

En outre, le gouvernement devrait investir dans des initiatives visant à attirer progressivement les personnes travaillant dans le secteur informel vers l'emploi dans le secteur formel. Par exemple, le gouvernement du Rwanda peut renoncer à une petite partie de l'aide qu'il reçoit des pays donateurs et l'utiliser pour financer des entreprises existantes opérant dans le secteur informel qui ont le potentiel de prospérer dans les secteurs formels. À long terme, cela pourrait étendre le secteur formel mais aussi contribuer au développement du secteur privé du Rwanda. Pour que le Rwanda attire les investissements

⁴⁴ <http://documents.worldbank.org/curated/en/425181544476221575/pdf/132832-NWP-PUBLIC-dec12-12am-Rwanda-Economic-Update-13.pdf>

⁴⁵ https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=democracyindex2019

étrangers directs, le gouvernement doit refaçonner sa réputation. Alors que le Rwanda est connu dans le monde entier pour avoir réalisé des progrès économiques et sociaux remarquables au cours des deux dernières décennies, il est également connu pour ses antécédents de violation des droits de l'homme et de violation des principes démocratiques, ainsi que pour avoir prétendument déclenché des conflits avec les pays voisins. De plus, le gouvernement rwandais aurait manipulé les statistiques sociales et économiques⁴⁶ et embauché des sociétés de relations publiques pour se présenter comme une réussite et un modèle de développement dans le monde entier. À l'avenir, le gouvernement rwandais actuel doit réfléchir à ces problèmes et y remédier afin que les flux d'investissements étrangers directs dans le pays puissent augmenter, ce qui peut conduire à la création d'emplois plus formels dans l'économie.

Sources de financement

Indépendamment du fait qu'une partie ou la totalité des obligations de la dette extérieure du Rwanda aient été annulées par certains créanciers bilatéraux et multilatéraux, ou que le gouvernement du Rwanda reçoive davantage d'aide au développement à l'étranger après l'ère du coronavirus, les dépenses du gouvernement rwandais devront être réduites pour améliorer la situation budgétaire du pays. Cela permettra au gouvernement d'allouer des fonds à certaines des propositions présentées ci-dessus.

Pendant la crise des coronavirus, les hauts fonctionnaires ont démontré que les salaires peuvent être cédés pour soutenir ceux qui en ont le plus besoin. Ainsi, une fois la pandémie de coronavirus terminée, le gouvernement devrait envisager de réduire ses dépenses sur les salaires et les avantages sociaux des hauts fonctionnaires et d'orienter les recettes excédentaires vers des projets qui répondent aux besoins immédiats de la population.

⁴⁶ <https://www.ft.com/content/683047ac-b857-11e9-96bd-8e884d3ea203>

De plus, les grands projets commerciaux publics tels que la construction d'aéroports et de parcs de luxe dans les zones urbaines du pays devraient être suspendus. Les fonds peuvent être réaffectés à l'achèvement de projets axés sur la satisfaction des besoins fondamentaux de la population tels que l'eau, l'éducation et la santé.

Le gouvernement devrait s'abstenir de nouveaux emprunts improductifs. Néanmoins, les emprunts pour investir dans une éducation de qualité, entretenir ou construire des routes reliant les zones rurales et les villes et soutenir les petits agriculteurs rwandais doivent être encouragés.

La gouvernance

L'après coronavirus sera une occasion pour le Front patriotique rwandais, le parti au pouvoir au Rwanda, de repenser son style de gouvernance. Cela inclut de revoir le plan de développement qu'il avait envisagé pour les Rwandais, à savoir la vision 2020 et 2050, et d'y apporter des changements. Le gouvernement devrait donner la priorité à l'ouverture de l'espace politique pour enrichir les idées politiques constructives et compétitives en vue du développement du Rwanda. L'après coronavirus sera également le moment pour les Rwandais et la communauté internationale de demander sincèrement des comptes à l'administration du FPR afin d'améliorer la gestion des affaires sociales, économiques et politiques du pays.

Annexe



COMMUNIQUE DE PRESSE DU 27 AVRIL 2020

LA DÉCISION DU RPF DE CONFINER LA POPULATION DANS SES FOYERS MET D'AVANTAGE SA VIE EN DANGER QUE LE COVID-19

Depuis le 21 Mars 2020, le régime FPR INKOTANYI a pris les mesures d'état d'urgence sanitaire de confiner les Rwandais chez eux dans le cadre de briser la chaîne de transmission du COVID-19.

L'opposition rwandaise Interne a eu beau de montrer que ces mesures de confinement ont été prises sans mesures d'accompagnement de nature à amortir les conséquences fâcheuses y afférentes.

Dès la prise de cette mesure de confinement total, la majorité de Rwandais font face à une tragédie humaine pire que le COVID-19 suite à une famine qui a repris de plus belle dans la ville de Kigali et dans d'autres villes rwandaises car la majorité de la population y résidant vit au jour le jour.

Pour éviter que le Rwanda ne soit pas bientôt un cimetière à ciel ouvert, l'opposition Interne recommande au régime FPR au Rwanda d'alléger les mesures de confinement total tout en prenant d'autres mesures adéquates et adaptées permettant de vivre avec le COVID-19 tout en évitant sa contamination.

A cette fin, l'opposition rwandaise Interne recommande au régime FPR :

Les mesures de confinement total doivent être allégées afin de permettre la reprise des activités dans les secteurs qui emploient des Rwandais qui vivent au jour le jour et ce, tout en prenant des mesures adéquates dont le port de masques et de distanciation ;

1. Les mesures de confinement total doivent cibler les quartiers durement frappés par le COVID-19 ;
2. Les personnes vulnérables dont ceux qui ont des maladies chroniques et les vieillards doivent bénéficier des traitements spécifiques ;
3. Ceux qui résident en ville et qui veulent retourner au village le gouvernement doit leur donner des laissez-passer sans conditions et ce, après avoir passé un test de dépistage ;
4. Le transport public doit reprendre mais les passagers doivent porter les masques et respecter les mesures de distanciation,
5. Le gouvernement doit donner aux plus vulnérables les biens de premières nécessités dont les denrées alimentaires ;
6. Le gouvernement doit assister toutes les entreprises frappées de plein fouet et qui ne parviennent pas à payer les salaires de leurs agents et ce, à concurrence de 50% de salaire mensuel ;
7. Le gouvernement doit revoir à la baisse le taux des Impôts Indirects dont la TVA et les droits de douanes pour réduire les prix des biens de première nécessité sur le marché.

Dans ce contexte, la mise en œuvre de ces mesures interpelle le gouvernement à :

- Arrêter la vague d'arrestations dont font l'objet des journalistes locaux qui ne sont que des voix du peuple et qui agissent pour prévenir les dérives autoritaires de certaines autorités administratives qui abusent de leurs pouvoirs durant cette période d'état d'urgence sanitaire ;
- Gérer en bon père de famille les aides financières en prévenance de FMI, Banque Mondiale et d'autres fonds dont « Agaciro Fund » ;
- Intéresser spécialement le FPR INKOTANYI ; Parti Etat, à sortir de son silence radio et assister les Rwandais tout en prélevant des fonds sur son patrimoine énorme.

Tout compte fait, l'opposition rwandaise Interne interpelle le régime FPR de faire preuve de la gestion saine de fonds publics. Elle déplore le don d'un million de dollars que le Président de la République a donné à l'Union Africaine alors que la population rwandaise fait face à la famine et que le Rwanda ne vit qu'en attendant la sébile de mendiant aux Institutions de Bretton Hood.

Fait à Kigali, le 27 Avril 2020

Mme Victoire INGABIRE UMUHOZA

Présidente du Parti DALFA UMURINZI (Sé)

Me NTAGANDA Bernard

Président Fondateur du Parti PS Imberakuri (Sé)

À propos de l'auteur

Depuis 1997, Victoire Ingabire Umuhoza est impliquée dans la lutte de l'opposition politique rwandaise en exil. Cela l'a conduite à la création des Forces démocratiques unies (FDU) Inkingi en octobre 2006, dont elle a ensuite été élue à la présidence. Les FDU ont pour objectif d'installer l'état de droit au Rwanda, basé sur le respect des valeurs démocratiques telles que consacrées par la déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux relatifs à la démocratie et à la bonne gouvernance.

En janvier 2010, Ingabire est revenue au Rwanda en provenance des Pays-Bas pour faire enregistrer les FDU Inkingi en tant que parti politique conformément à la loi rwandaise afin qu'elle puisse se présenter aux élections présidentielles prévues en août 2010.

En avril 2010, Ingabire a été arrêtée pour diffusion de l'idéologie du génocide, soutien et complicité avec le terrorisme, atteinte à la sécurité intérieure de l'État, création d'une branche armée d'un mouvement rebelle et tentative de terrorisme et de toute forme de violence pour déstabiliser l'autorité et violer les principes constitutionnels. Ingabire a eu droit à un procès qui a été condamné par des organisations de défense des droits de l'homme et le Parlement européen.

Le 30 octobre 2012, Ingabire a été condamnée à huit ans de prison par la Haute Cour de Kigali (Rwanda) pour "complot contre le pays par le terrorisme et la guerre" et "minimiser le génocide".

Pendant son emprisonnement, Ingabire a écrit un livre intitulé « entre quatre murs de la prison 1930 » dans lequel elle raconte son retour au Rwanda, son procès et son emprisonnement ultérieur ainsi que ses pensées et ses convictions.

Le 13 septembre 2012, alors qu'elle était encore emprisonnée, Victoire Ingabire Umuhoza a été nommée par 42 Membre du Parlement européen pour le Prix Sakharov pour la liberté de pensée 2012 du Parlement européen. Le prix Sakharov honore des individus et des groupes de personnes qui ont consacré leur vie à la défense des droits de l'homme et de la liberté de pensée

Le 17 avril 2013, Ingabire a présenté une requête à la Cour suprême, lui demandant d'annuler la condamnation prononcée à son encontre par la Haute Cour.

Le 13 décembre 2013, la Cour suprême du Rwanda a confirmé la condamnation d'Ingabire et augmenté sa peine de prison de huit à quinze ans.

Le 18 octobre 2014, Ingabire a fait appel de la décision des tribunaux rwandais devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). Alors que le cas d'Ingabire était en instance devant la CADHP, le gouvernement actuel du Rwanda a retiré la déclaration du Rwanda autorisant des individus à faire directement appel à la CADHP. Néanmoins, le retrait de la déclaration du Rwanda de la CADHP n'a pas affecté le cas d'Ingabire.

Le 24 novembre 2017, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) a jugé que le Rwanda avait violé les droits de Victoire Ingabire Umuhoza à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que son droit à une défense adéquate.

Le 14 septembre 2018, l'actuel président du Rwanda a exercé sa prérogative de pardon et a accordé une libération anticipée à Ingabire.

Depuis sa libération, Ingabire continue de condamner publiquement les violations des droits de l'homme en cours au Rwanda, de tenir les autorités responsables et de dénoncer les défis sociaux et économiques auxquels les Rwandais sont quotidiennement confrontés malgré les allégations de progrès en matière de développement par le gouvernement actuel au Rwanda.

En novembre 2019, Ingabire a démissionné de son poste de président des FDU et a lancé un nouveau parti politique, Dalfa Umurinzi, pour la démocratie et la liberté pour tous. La mission de Dalfa Umurinzi est de lutter pour l'état de droit au Rwanda et le développement durable qui profite à chaque citoyen rwandais.

En décembre 2019, Ingabire a reçu le prix international des droits de l'homme 2019 de Padhe, une association espagnole de défense des droits de l'homme.